

La Catalogne se prononcera

ESPAGNE La région remplace le référendum par une consultation sur l'indépendance

► Après la suspension par la justice espagnole du scrutin prévu début novembre, le gouvernement catalan a renoncé hier à son organisation.
► Le président de la région a annoncé aujourd'hui une « consultation alternative » aux contours assez flous.

MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

Les Catalans devraient finalement pouvoir voter le 9 novembre, la date choisie par le gouvernement régional pour l'organisation du référendum sur l'indépendance de la Catalogne. Ce jour-là, « *il y aura des bureaux de vote, il y aura des urnes, il y aura des bulletins* » a expliqué ce matin le président régional, le nationaliste conservateur Artur Mas. Et sur ces bulletins, une double question : « Voulez-vous que la Catalogne soit un Etat ? En cas de réponse affirmative, voulez-vous que cet Etat soit indépendant ? », la formulation choisie les partisans de l'indépendance lors de l'annonce en décembre dernier de la tenue d'un référendum.

Respect de la légalité

Jusqu'ici, on pourrait croire que rien n'a changé. Et pourtant, les Catalans qui se déplaceront le 9 novembre pour voter ne le feront pas pour un référendum. Considéré illégal par le gouverne-

ment central de Madrid, il a été suspendu fin septembre par le tribunal constitutionnel espagnol et il n'aura pas lieu. Hier soir, après une réunion marathon avec les quatre formations politiques catalanes qui soutiennent le processus indépendantiste, le gouvernement catalan a fini par reconnaître que la décision des magistrats de la cour constitutionnelle l'empêchait d'organiser le référendum « dans le respect de la légalité » comme l'a toujours souhaité Artur Mas.

Le leader catalan n'a pas pour autant jeté l'éponge. Devant la presse ce matin, il a annoncé qu'il organiserait le même jour, le 9 novembre, « *une consultation, mais elle ne se fera pas sur la base du décret que j'avais signé pour le référendum* ». C'est ce décret signé en septembre – qui octroyait les compétences nécessaires à la région pour l'organisation d'un référendum – qui a été suspendu par la justice espagnole. Autrement dit, la « consultation » présenté ce matin par Artur Mas n'aura aucune valeur, si ce n'est symbolique, même si le président régional a assuré que « *les gens pourront déposer leur vote dans des urnes et l'effet sera exactement le même* ».

Cette solution, si elle permet à Artur Mas de sauver la face au moins temporairement, reste entourée d'inconnues. Comment la « consultation » sera convoquée ? Qui sera chargé de l'organisation ? Du dépouillage et de la centralisation des résultats ? Le président régional est resté résolument vague ce matin, assurant simplement que « *l'organisation comptera sur 20.000 volontaires et un cadre légal qui existe et qui*

servira ».

Entre deux feux

Ces tâtonnements, cette improvisation, montrent à quel point Artur Mas se trouve aujourd'hui pris entre deux feux. D'un côté, sa volonté d'organiser un référendum légal et ses demandes répétées de dialogue avec le gouvernement de Madrid se sont heurtés depuis des mois à l'inflexibilité – et parfois au silence – de Mariano Rajoy. Le chef de

l'exécutif catalan a d'ailleurs durci le ton ce matin contre Madrid, en avertissant que « *l'Etat espagnol reste l'adversaire* » du processus indépendantiste.

D'un autre côté, sa situation à la tête de la Catalogne se retrouve fragilisée par le revers essuyé. Depuis 2012 et sa réélection comme président du gouvernement régional, Artur Mas a fait de l'organisation du référendum l'objectif prioritaire – et unique ? – de son mandat. Il a d'ailleurs réussi à convaincre trois formations minoritaires, installées à gauche sur l'échiquier politique catalan, de le soutenir. Aujourd'hui, ses

« socios » lui demandent des comptes et ne semblent plus disposés à le suivre. Ainsi le leader des écologistes de « *Izquierda per Catalunya* » (ICV), Joan Herrera, qui considérait en début d'après-midi que « *le pacte pour le référendum est rompu* ». Un nouveau coup dur pour Artur Mas, qui laissait entendre ce matin que la principale solution à l'impasse actuelle était de convoquer des élections anticipées auxquelles l'ensemble des partis favorables à l'indépendance se présenteraient avec une liste et une plateforme communes. ■

GUILLAUME BONTOUX

« Nous continuerons à résister »

C'est un « *tundi noir* » pour la démocratie ! », assène Josep Maria Reniu, politologue de l'université de Barcelone et l'un des conseillers du gouvernement catalan pour le référendum d'autodétermination. L'abandon ce lundi du référendum dans les formes légales prévues fin septembre par Artur Mas est « *une excellente nouvelle* » selon le chef

du gouvernement espagnol Mariano Rajoy ? C'est au contraire « *une vraiment mauvaise nouvelle* », juge le politologue, venu plaider la cause de l'indépendance de la Catalogne, mardi au Parlement européen Bruxelles. « *Ce débat dépasse la question de la légalité : c'est un processus politique, pas un processus juridique, qui nécessite une solution*

politique », affirme Reniu.

Le groupe des libéraux et celui des Verts/Alliance libre européenne (qui regroupe des partis régionalistes, dont la N-VA flamande jusqu'en mai dernier, avant de se joindre aux eurosceptiques) organisaient hier au Parlement européen une grand-messe destinée à « *dire au monde et à l'Europe* », que le référendum

catalan est « *légal et démocratique* ». Trois eurodéputés catalans de ces deux groupes, auxquels appartiennent les principaux courants indépendantistes à Barcelone, étaient à l'initiative de cette conférence. L'eurodéputé N-VA Marc Demesmaeker, présent dans l'hémicycle, dira ce-

pendant que « *quelque chose bouge en Europe : unissons nos forces, sans égard à nos différences politiques* ». Et de rappeler que l'article 1 des statuts de son parti plaide en faveur d'une « *république indépendante de Flandre, membre d'une Union européenne démocratique* »...

A 10h11, suspension de séance : c'est Artur Mas qui s'impose. Sa conférence de presse à Barcelone est retransmise en direct par vidéo interposée – laissant plusieurs intervenants dans l'expectative : les détails du « Plan B » manquent. Comment organiser ce scrutin avec des « volontaires » ? Quid de l'enregistrement des électeurs ? Mais Josep Reniu insiste déjà : « *Cette consultation sera valable d'un*

point de vue démocratique ! »

L'exemple écossais

« *Nous ne comprenons pas pourquoi l'Etat espagnol s'oppose au fait de savoir exactement ce que veut le peuple catalan* », embraille Carme Forcadell, qui préside l'Assemblea Nacional Catalana, l'une des organisations pluralistes de la société civile à l'origine des mégé-manifestations pro-indépendance. Madrid « *utilise les lois contre la démocratie, contre notre droit d'être consultés* », ajoute-t-elle, soulignant que le président de la Cour constitutionnelle appartient au Parti populaire de Rajoy. « *Les conflits politiques doivent être résolus politiquement, comme l'ont fait David Cameron et Alec Salmond* », le Premier ministre britannique et le leader indépendantiste écossais – Londres, persuadé (à raison) de l'emporter, avait accordé à Edimbourg le droit d'organiser un référendum, le 18 octobre dernier.

Muriel Casals, la présidente d'Omnium, une organisation

culturelle indépendantiste, relève que cette lame de fond a inexorablement crû au cours des dernières années, pour devenir « *majoritaire* ». « *On a perdu l'espoir d'avoir un système pluriculturel en Espagne* », dit-elle. La langue catalane n'est pas suffisamment reconnue par Madrid. Mais la Catalogne veut aussi avoir la main sur sa fiscalité. « *On contribue énormément à l'Etat espagnol, soulève Casals, mais le TGV ne fonctionne pas* ».

« *Le système de redistribution fiscale est injuste, renchérit l'économiste Gerard Prado. En Catalogne, c'est toujours la gauche qui a revendiqué l'indépendance. Logique : ce sont les pauvres qui souffrent le plus de la situation* ». Josep Vidal d'Abadal, maire de Vic et président de l'association des 734 municipalités (sur 947) en faveur du référendum, l'assure : « *Nous continuerons à résister* ». La juriste Dolors Feliu conclut, défiant Madrid : « *Il est impossible de stopper notre aspiration démocratique* » ■

PHILIPPE REGNIER

ENTRETIEN

« L'Europe, c'est notre Etat naturel »

Ernest Maragall a été élu au Parlement européen en mai dernier sur la liste des Verts/Alliance libre européenne. Auparavant, il a présidé le parti Nouvelle gauche catalane et a longtemps siégé au Parlement de Catalogne.

Vous avez conclu votre intervention, mardi au Parlement européen à Bruxelles, en affirmant que le danger pour l'Europe, ce n'est pas le nationalisme catalan, que vous qualifiez d'« espoir pour l'Europe », mais « c'est Marine Le Pen » et son Front national. Pourquoi ?

Nous nous sentons Européens ! Nous n'aspirons pas à un Etat absolu, au sens traditionnel du terme. L'Europe, c'est notre Etat naturel. Notre indépendance nous permettrait d'être nous-mêmes. Nous voulons nous appuyer sur une Europe forte, fédérale, en y ajoutant quelques valeurs spécifiques, et être reconnus. C'est une différence fondamentale avec le nationalisme raciste, anti-immigration, extrémiste. Ce n'est pas nous. Ce ne sont pas nos valeurs. Nous réclamons que l'Europe soit cohérente avec elle-même, en nous reconnaissant le droit à nos aspirations. Qu'ajouterait la Catalogne au projet européen à ce qu'apporte déjà l'Espagne ? On pourrait montrer qu'on a la capacité de bâtir un pays beaucoup plus équilibré, du

point de vue économique, de la cohésion sociale, et culturel. Et que nous pouvons générer de la richesse, alors que l'Etat espagnol ne consent pas aux investissements dont nous avons besoin. Nous avons l'énergie collective ! Y a-t-il une autre société en Europe qui montre cette capacité créatrice ?

On dit parfois que le nationalisme de la « riche Catalogne » est guidé par une forme d'égoïsme à l'égard du reste des Espagnols...
Nous avons plus que montré notre capacité à être solidaires ! Nous sommes tout à fait disposés à continuer cela, au sein de l'Union européenne. Mais d'une façon juste. Pas comme aujourd'hui avec Madrid qui abuse des citoyens.

PROPOS RECUEILLIS PAR

PH.R.